



**La vraie révolution verte
L'agriculture biologique et agroécologique dans le Sud**

Nicolas Parrott et Terry Marsden – Université de Cardiff

Publié par Greenpeace

Version complète en anglais disponible à :
<http://www.greenpeace.org.uk/MultimediaFiles/Live/FullReport/4526.pdf>

(Traduction non-officielle offerte par Greenpeace Montréal)

Montréal, décembre 2006

Avant-propos

La sécurité alimentaire pour tous, c'est possible

Par Doug Parr, Ph.D., scientifique en chef chez Greenpeace

La crise alimentaire ayant sévi à la fin de 2001 a mis encore une fois en évidence une réalité injuste et frustrante, à savoir qu'il n'y a pas de relation directe entre la production alimentaire d'un pays et la quantité d'affamés qui y vit. En 2001 l'Argentine avait récolté assez de blé pour satisfaire à la fois la consommation de la Chine et de l'Inde. Pourtant, beaucoup d'Argentins souffrirent de la faim. Le statut de l'Argentine en tant que deuxième producteur mondial de cultures transgéniques (en grande partie destinées à l'exportation) ne l'a aidée en rien à résoudre ses graves pénuries alimentaires. Pour être comprise, cette situation dramatique doit être replacée dans son contexte : depuis les cinquante dernières années, les pratiques agricoles sont progressivement devenues de moins en moins soutenables. Des pesticides à base de produits chimiques, des fertilisants et des semences hybrides ont grandement affecté les animaux et anéanti la biodiversité parmi les cultures, empoisonné des personnes en plus de ruiner les sols. À l'heure où le mouvement pour l'agriculture biologique prend son envol dans les pays industrialisés, il est temps que les gouvernements, les agences et les grandes sociétés agro-alimentaires internationales cessent de favoriser la croissance de l'agriculture conventionnelle, si dommageable aux pays du Sud. Plutôt que de persister dans cette voie dépassée, il faut impérativement instaurer dans les pays les plus pauvres une stratégie cohérente et à long terme qui permettra aux mouvements en faveur d'une agriculture écologique, encore embryonnaires, de poursuivre leur percée. On devra cependant poser des gestes concrets, allant au-delà de simples déclarations de principes.

Le monde est présentement à la veille de connaître une deuxième « Révolution Verte » qui, contrairement à la précédente, pourrait vraiment révolutionner l'agriculture. Il ne s'agit pas d'une révolution biotechnologique, et encore moins d'une « avancée » du génie génétique. Il s'agit plutôt d'un mouvement mondial de transition vers une agriculture écologique qui promet de nourrir durablement une population mondiale en constante expansion sans compromettre pour autant les capacités des générations à venir de se nourrir.

Cette nouvelle tendance d'avenir en faveur de ces deux sortes d'agriculture, soit biologique et agroécologique, cherche à se développer, à fonctionner en s'harmonisant avec la nature, elle favorise la biodiversité et encourage l'autonomie locale, et son avènement suscite de vibrants espoirs à travers l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie. Bien que les décideurs aient encore en grande partie tendance à faire peu de cas de ce mouvement, celui-ci offre une solution de rechange prometteuse dans un monde risquant d'être de plus en plus dominé par des entreprises agrochimiques géantes où la monoculture règnerait en maître. Et comme ce rapport le prouvera, l'agriculture biologique est bien plus qu'une mode passagère destinée à amuser les consommateurs des pays riches. Elle pourrait permettre aux pays du Sud d'accroître leur sécurité alimentaire, de réduire l'incidence de la pauvreté et de sauvegarder les ressources



environnementales pour que les futures générations à venir puissent en profiter : bref, tout le contraire de ce qu'offre l'agriculture conventionnelle.

L'agriculture biologique fait des progrès

Le présent rapport souligne quelques-unes des tendances favorables ayant commencé à se dessiner. En voici des exemples :

- D'après les estimations les plus récentes, les terres gérées suivant des principes écologiques occupent de 15,8 à 30 millions d'hectares (cela équivaut à environ 3 % des terres agricoles des pays du Sud). Il est presque certain que ces statistiques sous-estiment beaucoup l'agriculture biologique, car on n'inclut pas ici les terres des cultivateurs s'adonnant à l'agriculture traditionnelle de subsistance, une activité de facto biologique.
- Les deux tiers des nouveaux adhérents à l'IFOAM (Association internationale des mouvements d'agriculture biologique) proviennent des pays du Sud.
- Les agences internationales (surtout la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et l'UNCTAD, le Centre des Nations Unies sur le commerce et le développement) ont progressivement pris conscience du grand potentiel de l'agriculture biologique : celle-ci permettrait d'accroître le revenu des agriculteurs, de créer de l'emploi et d'augmenter la sécurité alimentaire.
- Cuba s'est efforcée d'instaurer un réseau national d'agriculture biologique, de sorte que 65 % de sa production de riz est biologique et 50 % de ses légumes frais. Quant à l'Argentine, elle dispose de la plus large superficie consacrée à la culture organique au monde, après l'Australie.

Une façon d'accroître la diversité

Le maintien de la biodiversité agricole est indispensable au maintien à long terme de la sécurité alimentaire de toute l'humanité. Notre rapport démontre en outre qu'on trouve sur les fermes agroécologiques une biodiversité aux multiples facettes, bien supérieure à ce qu'on trouve sur les fermes conventionnelles où les pratiques agricoles se caractérisent par une dépendance malsaine aux engrais et aux pesticides chimiques. Les terres gérées écologiquement comportent plus d'arbres, des cultures plus variées et de nombreuses espèces de prédateurs naturels utiles dans la lutte contre les ravageurs et les maladies. Dans bien des régions du Sud, la diversité des cultures agricoles des fermes organiques ou agroécologiques est telle qu'on y observe la présence de centaines d'espèces cultivées, un contraste saisissant avec la monoculture préconisée par l'agriculture conventionnelle. Voici quelques exemples de cette diversité :

- Des cultivateurs indigènes du Pérou cultivent plus de trois mille types différents de pommes de terre.
- On cultive plus de cinq mille variétés de patates douces en Papouasie-Nouvelle-Guinée.
- À Java Ouest, des chercheurs sont parvenus à identifier plus de 230 espèces de végétaux là où règne un « double système de cueillette » comportant des potagers domestiques et des champs éloignés des bâtiments de ferme (*outfields*) sur lesquels on pratique l'agroforesterie (c'est-à-dire le maintien d'une quantité importante d'arbres à la ferme, en d'autres termes c'est la sylviculture alliée à l'agriculture). Au Mexique, les indiens Huastèques gèrent plusieurs parcelles sur lesquelles ils cultivent jusqu'à 300 espèces végétales différentes. Sur certains des terrains entourant les maisons, on peut recenser de 80 à 125 espèces utiles, dont plusieurs sont dotés de propriétés médicinales.

Le maintien de cette diversité est rendu possible grâce à des réseaux traditionnels d'échange des semences, dont les ramifications s'étendent dorénavant sous l'impulsion des mouvements organiques et agroécologiques. L'agriculture industrielle mondiale nous a menés à une situation où la population de la Terre puise 90 % de ses calories à partir de seulement 15 espèces cultivées. C'est tout le contraire en ce qui concerne l'agriculture biologique : elle rend un service indispensable à l'humanité en préservant la diversité génétique dont les générations futures auront besoin. Malheureusement, la pollution génétique aux OGM et la biopiraterie pratiquée par certaines grandes entreprises biotechnologiques risquent de plus en plus de compromettre ce travail de sauvegarde de la diversité. Pour les petits paysans, intuitivement conscients des périls liés à la monoculture, le maintien d'une grande variété de cultures constitue tout au long de l'année un gage de sécurité alimentaire, une considération qui l'emporte sur tout autre facteur.

Travailler en mettant l'écologie de son côté

Le présent rapport montre comment l'agriculture pratiquée selon des approches biologiques et agroécologiques contribue à conserver et même à améliorer le bien le plus précieux de l'agriculteur, à savoir la terre arable. Alors que les agriculteurs conventionnels subissent des problèmes de durcissement du sol, de pertes de nutriments et d'érosion, les gestionnaires de l'agriculture biologique de tous les pays du Sud se servent des arbres, des arbustes et des légumineuses afin de stabiliser et de nourrir le sol; ils utilisent les déjections animales et le compost afin de fournir des nutriments au sol; ils construisent des terrasses et érigent des barrages de correction afin de lutter contre l'érosion et conserver la nappe phréatique. Il n'existe cependant pas d'approche unique convenant à toutes les situations, la stratégie optimale variant selon l'expertise et les conditions écologiques locales.

Des rendements à la hausse

La croyance répandue selon laquelle la conversion à l'agriculture biologique entraîne une baisse des rendements agricoles est fautive : on trouvera dans cette étude une multitude de preuves incontournables qui réfutent cette idée erronée. Des études de cas émanant de plusieurs pays différents, où les pratiques, les conditions locales et les types de cultures varient à l'extrême, illustrent les avantages de l'agriculture biologique : augmentations spectaculaires des rendements et amélioration de la qualité des sols, moins de ravageurs et de maladies, et d'une manière générale amélioration du goût et de la valeur nutritionnelle des denrées agricoles produites. Exemples :

- L'utilisation au Brésil d'engrais vert et de cultures-abris a permis d'augmenter les rendements de la culture du maïs de 20 % à 250 %.
- Dans la province éthiopienne du Tigray, les rendements atteints avec des cultures sur parcelles compostées étaient de trois à cinq fois supérieurs à ceux observés pour des cultures où seuls des produits chimiques avaient été utilisés.
- On rapporte des rendements accrus de 175 % dans des fermes népalaises où se pratique une gestion agroécologique.
 - Au Pérou la culture en terrasses a permis d'augmenter d'environ 150 % le rendement agricole de toute une gamme de cultures situées dans les hautes terres.

Le plus important, ce n'est pas d'augmenter les rendements, mais plutôt de faire en sorte que les agriculteurs et les communautés auxquelles ils appartiennent puissent beaucoup mieux maîtriser leurs conditions socio-économiques. C'est tout le contraire qui se produit lorsqu'on se fie à un modèle agricole comportant une grande quantité d'intrants : dans ce cas, les profits aboutissent dans les poches des fabricants de machinerie agricole, d'engrais chimiques, ou des grainetiers.

Les ONG favorisent l'exportation des denrées biologiques

- Dans les pays du Sud, l'engagement à satisfaire le marché lucratif et en pleine croissance des aliments biologiques, demeure la force principale qui anime la croissance du secteur des denrées biologiques certifiées. La certification biologique est de nature à engendrer des plus-values intéressantes pour les producteurs primaires qui obtiennent des prix plus élevés pour leurs denrées, surtout si elles sont destinées à l'exportation. Même si les autorités de certains pays prennent progressivement conscience des possibilités intéressantes offertes par l'exportation des produits biologiques, ce sont presque exclusivement les ONG qui ont

jusqu'ici favorisé sa croissance, souvent malgré l'opposition hostile des dirigeants.

Plusieurs défis restent à relever

- L'hostilité émanant de divers milieux à l'esprit conventionnel, présente chez certains gouvernements des pays du Sud, dans une partie du monde des affaires et de la bureaucratie, parvient encore à restreindre le potentiel de croissance de l'agriculture biologique et agroécologique.
- Bien des ONG basées dans le Sud et faisant la promotion de stratégies biologiques ou agroécologiques n'obtiennent que des miettes en guise de financement, ce qui les empêche de poursuivre efficacement leur travail. Bien souvent, il ne leur manque que des sommes d'argent dérisoires comparées à ce qui est dépensé pour promouvoir l'agriculture conventionnelle.
- Il convient de financer davantage les mécanismes nécessaires au transfert des savoirs indigènes d'un lieu à un autre, et de leur consacrer plus de ressources.
- La majorité écrasante des produits agricoles du Sud est encore commercialisée sous la forme de denrées primaires non transformées à bon marché. Pour les agriculteurs les plus pauvres, cela signifie resté encore soumis aux aléas des marchés internationaux. Quant aux avantages découlant de la transformation et de la production de valeur ajoutée, ils demeurent réservés aux pays du Nord.
- Une bonne partie de la production biologique du Sud est destinée à être exportée vers les pays industrialisés, ce qui soulève diverses questions, dont celle des « milles alimentaires ». On s'interroge aussi sur la meilleure façon de sauvegarder la sécurité alimentaire et l'autonomie locale. On doit cependant souligner une tendance encourageante, à savoir que des marchés de produits biologiques sont en train de se développer aux niveaux locaux et nationaux de nombreux pays pauvres, notamment au Brésil, en Égypte et en Argentine.
- L'expertise en certification est encore presque entièrement confinée aux pays industrialisés; or ce manque de connaissances en certification représente un obstacle formidable pour beaucoup d'agriculteurs des pays pauvres, illettrés et mal qualifiés, dépourvus de surcroît des installations nécessaires à la certification.

Ce qu'il convient de faire

Le présent rapport formule des recommandations claires et pratiques indiquant la manière dont l'agriculture agroécologique devrait être soutenue et promue. Certaines de ces recommandations apparaissent ci-dessous.

- Dans les pays du Sud, les autorités gouvernementales devraient repenser leur politique de promotion des pesticides et des fertilisants artificiels, menée à l'aide de vulgarisateurs agricoles, de subventions et de campagnes médiatiques, et dont le but est d'influencer les agriculteurs les plus pauvres. Ils devraient à tout le moins abolir quelques-unes des barrières qui freinent les activités des ONG et empêchent la croissance du secteur biologique. Idéalement, les gouvernements du Sud devraient commencer à réorienter leurs priorités éducatives, institutionnelles et juridiques de façon à promouvoir une agriculture écologique et durable.
- Il faudra absolument veiller à ce que les agriculteurs s'adonnant de facto à l'agriculture biologique aient confiance en leur savoir traditionnel, afin d'éviter qu'ils ne se mettent immédiatement à utiliser des produits chimiques dès qu'ils en auront les moyens, car durant des années on les a assurés que l'agriculture industrielle est « plus moderne ».
- Pour décider les agriculteurs à investir à long terme dans le développement de l'agriculture biologique, ils auront besoin d'incitatifs suffisants. Il est indispensable qu'ils puissent compter sur un régime de propriété foncière stable. Et dans les zones où la répartition des terres est particulièrement inégale, on devra procéder à une réforme agraire. C'est à cette condition que l'agriculture écologique pourra se généraliser.
- On devra accorder un soutien bien plus important aux ONG qui s'affairent sur le terrain, ainsi qu'aux projets qui émanent de la base, car ils constituent la force motrice derrière la croissance de l'agriculture biologique au Sud. Il faudra pour cela que les agences basées dans les pays du Nord se mobilisent davantage pour présenter des projets originaux tout en collaborant avec leurs partenaires au Sud. De plus, les organismes de financement concernés devront absolument accroître leur soutien financier.
- Grâce à divers projets couronnés de succès, les agriculteurs biologiques des pays du Sud commencent à pouvoir profiter des bienfaits économiques que procure la transformation des aliments. Des agriculteurs des Andes, par exemple, mettent désormais eux-mêmes leurs fruits en conserve, et des paysans du Kenya servent de moulins actionnés à la main afin d'extraire de l'huile à partir de graines de tournesol. Il s'agit là de solutions technologiquement fort simples au problème des faibles revenus agricoles. Si seulement on investissait davantage dans ce type de projet à valeur ajoutée, les agriculteurs du Tiers Monde en retireraient des avantages non négligeables.

- On devra tisser des liens plus étroits entre les différentes disciplines et approches du mouvement agricole « alternatif ». Il faudra par exemple réunir des forestiers, des chercheurs, des éleveurs de bétail et d'animaux de basse-cour et des horticulteurs dans des réseaux régionaux, nationaux et internationaux.
- Les gouvernements uniront leurs efforts à des ONG reconnues afin de renforcer les capacités de certification des pays du Sud, ce qui évitera à ceux-ci d'avoir à dépenser beaucoup pour des inspecteurs issus des pays du Nord.
- Il pourrait être nécessaire d'établir une communauté de pensée entre les mouvements pour l'agriculture biologique et le commerce équitable, afin d'assurer leur croissance d'ici les prochaines années et de favoriser la création de synergies entre les objectifs sociaux et environnementaux.
- Enfin, des considérations d'ordre social et environnemental plus larges, comme la question des « milles alimentaires » et celle des droits des travailleurs, devront faire l'objet d'une entente au sein du mouvement biologique lui-même.

Regard sur l'avenir

Selon la vision du monde qui prévaut encore au niveau international parmi les décideurs des entreprises, les responsables politiques et les faiseurs d'opinions, la seule manière de garantir la sécurité alimentaire d'une population mondiale en expansion consiste à promouvoir encore plus une agriculture dépendante des produits chimiques aux méthodes toujours plus intensives. Les preuves figurant dans ce rapport montrent que cette vision est profondément erronée et dangereuse. Premièrement, la relation entre la sécurité alimentaire et la production alimentaire est complexe _ les famines surviennent en partie parce que les paysans n'ont pas d'argent pour se procurer de la nourriture, pas seulement en raison de récoltes devenues insuffisantes ou inexistantes. Deuxièmement, l'agriculture axée sur l'utilisation de produits chimiques est intrinsèquement insoutenable. Elle sacrifie la santé à long terme des milieux écologiques (par exemple, la biodiversité et la qualité de la terre arable sont des enjeux à considérer) pour faire place à des gains de productivité à court terme, et les nouvelles manipulations génétiques plus complexes ne feront qu'accentuer cette désastreuse dérive. Troisièmement, lorsqu'on incite les agriculteurs à opter pour des monocultures à rendements élevés qui exigent des entrants substantiels, la sécurité alimentaire est menacée. Les agriculteurs dont les récoltes échouent risquent de n'avoir d'autre choix que de vendre leurs terres pour s'acquitter de leurs dettes, ce qui ne fait qu'accroître l'exode rural vers les villes dans les pays du Sud.

D'un point de vue pratique, nous croyons en fin de compte que notre but principal doit être de fusionner les différents aspects et les différents leviers des deux approches, biologique et agroécologique en un mouvement mondial



cohérent capable de fournir une alternative à l'agriculture conventionnelle. Au fur et à mesure que l'agriculture écologique accumulera les réalisations économiques, et qu'un nombre croissant d'agriculteurs d'un bout à l'autre des pays du Sud choisiront, indépendamment ou avec l'aide d'ONG, d'échapper à l'engrenage de la dépendance à l'agriculture chimique, on verra les perspectives de succès de la vraie Révolution Verte s'améliorer.